

****AVERTISSEMENT MEDIAS – BRIEFING PETIT-DEJEUNER****
14 mars à 9h30 à Paris (3^e)

Pour RSVP ou plus d'informations :
Coimbra Sirica : csirica@burness.com ou tel : +1 301 943 3287 (EST)
Susan Tonassi : stonassi@burness.com ou tel : +49 160 9327 9327(CET)

Nouveaux rapports : Les marchés mondiaux du carbone mettent en péril les forêts – la seule solution de grande échelle face au changement climatique – ainsi que les peuples autochtones et les communautés locales qui les protègent

Des projets de dizaines de millions de dollars sont en cours dans une RDC en proie au chaos, alors que les fonds se détournent des supposés bénéficiaires ; une deuxième étude révèle le besoin de législation pour garantir la propriété du carbone forestier dans le monde afin de prévenir les grands conflits fonciers

Alors que les Etats « font le plein » d'engagements énoncés dans l'accord de Paris sur le climat, deux nouveaux rapports révèlent qu'actuellement, des projets REDD+ de plusieurs dizaines de millions de dollars mettent en péril les vies et les terres des peuples autochtones, des communautés locales et des femmes rurales qui ont pourtant démontré être des gestionnaires [plus efficaces](#) des forêts tropicales que le privé et le public.

Le premier rapport examine 20 projets REDD+ en cours dans une province de la République démocratique du Congo (RDC) faisant office de banc d'essai des efforts conjoints menés par les pays développés et en développement pour la préservation des forêts. Il conclut que ces projets, couvrant 9,8 millions d'hectares de forêts, auront des conséquences catastrophiques pour les peuples autochtones et locaux, sans adresser les causes sous-jacentes de la déforestation et des conflits sur les terres et les ressources.

Le second rapport évalue le statut de la législation en vigueur dans les pays densément boisés, suggérant que les systèmes législatifs actuels de nombre d'entre eux menacent les objectifs du marché mondial du carbone, pourtant initialement conçu pour protéger les forêts riches en carbone des régions tropicales d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est et les populations qui en sont dépendantes. L'absence de tenure foncière sûre dans ces pays a indéniablement alimenté les conflits et la déforestation.

Des solutions proposées

Les scientifiques [estiment](#) que les forêts et « les autres solutions scientifiques naturelles » représentent jusqu'à 37% de la solution globale nécessaire pour maintenir la hausse de la température mondiale en-dessous de 2°C d'ici 2030 – l'objectif énoncé dans l'accord de Paris sur le climat. Des [études](#) montrent par ailleurs que les peuples autochtones et les communautés locales sont les meilleurs protecteurs des forêts quand leurs droits sont reconnus et protégés et constituent une solution déjà en place pour pallier le manque de technologies de capture du carbone [facilement déployables](#).

QUI :

- **Chouchouna Losale**, vice-coordinatrice, Coalition des femmes leaders pour l'environnement et le développement durable, RDC
- **Samuel Nguiffo**, président, Centre pour l'environnement et le développement, Cameroun
- **Marine Gauthier**, auteur du rapport
- **Lien de Brouckere**, directrice-adjointe, programme Afrique, L'Initiative des droits et ressources (Rights and Resources Initiative)
- **Andy White**, coordinateur, L'Initiative des droits et ressources
- **Alain Frechette**, directeur, analyse stratégique et engagement global, L'Initiative des droits et ressources

QUOI :

Petit-déjeuner informel pour lancer les deux nouveaux rapports portant sur l'impact potentiel du travail de l'ONU et des autres efforts internationaux en faveur de la protection forestière ciblant les peuples autochtones et les communautés locales :

- Un examen de 20 projets REDD+ dans une province de la République démocratique du Congo (RDC) où 90 millions de dollars ont été investis.
- Une analyse portant sur la façon dont le « carbone forestier » a été traité dans 24 pays – représentant la moitié des forêts tropicales et subtropicales du monde – qui participent à la REDD+ ou à d'autres programmes de conservation de la forêt fondés sur le marché.

OÙ :

[Les Bains Paris](#)

7 Rue du Bourg-l'Abbé

75003 Paris

Tel: +33 1 42 77 07 07

QUAND :

Le 14 mars à 9h30 (UTC+1)

POURQUOI :

- Le travail de protection et de préservation des forêts des Nations unies, connu sous le nom de REDD+, a été lancé en 2007, mais c'est l'accord de Paris en 2015 qui l'a placé au centre des engagements visant à limiter la hausse de la température mondiale en-dessous de 2°C.
- On estime que la déforestation représente 10% des émissions de dioxyde de carbone ; les forêts qui restent intactes absorbent actuellement jusqu'à [30% du total des émissions de dioxyde de carbone](#).
- Des études de plus en plus nombreuses montrent que les peuples autochtones et les communautés locales qui vivent et dépendent des forêts sont [les plus à même de protéger ces ressources naturelles](#). De récentes études examinées par des pairs ont montré qu'un renforcement des droits fonciers des peuples locaux est plus efficace pour la conservation des forêts que tout autre instrument politique, y compris la création de parcs nationaux.
- La République démocratique du Congo (RDC) abrite plus de la moitié de la deuxième forêt tropicale au monde, 8% du carbone forestier est stocké dans les arbres et les tourbières du pays. Depuis 2016, plus de 90 millions de dollars ont été investis dans 20 projets REDD+ à l'échelle de la province.

###

L'Initiative des droits et ressources ([Rights and Resources Initiative](http://www.rightsandresources.org), RRI) est une coalition mondiale composée de 15 partenaires, 7 réseaux affiliés, 14 membres internationaux associés et plus de 150 organisations collaboratrices internationales, régionales et communautaires engagée dans l'action en faveur des droits fonciers des peuples autochtones et des communautés locales sur les forêts et les ressources. RRI mobilise les capacités et l'expertise des membres de la coalition pour promouvoir la sécurisation des droits locaux sur les terres et les ressources et pour favoriser des réformes progressistes des politiques et des marchés. Pour plus d'informations, consultez : <http://www.rightsandresources.org/fr>.